

Seul le discours prononcé fait foi

Intervention de S.E. Monsieur Jean Asselborn
Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères

Réunion de haut niveau sur le thème
« La consolidation de la paix : Les moyens d’instaurer une paix et une
sécurité durables »

New York, le 25 septembre 2012

Statement by H.E. Mr. Jean Asselborn
Deputy Prime Minister, Minister of Foreign Affairs

High-Level Meeting on “Peacebuilding: Way towards sustainable
peace and security”

New York, September 25th, 2012

Madame le Premier Ministre,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Je remercie S.E. Mme Sheikh Hasina du Bangladesh pour l'organisation de cet événement de haut niveau sur la consolidation de la paix. Presque sept ans après la création de la Commission de consolidation de la paix, il est utile de rappeler que la consolidation de la paix est un effort de longue haleine. Alors que la communauté internationale peut unir ses efforts pour aider un pays à se relever au lendemain d'un conflit, à bénéficier d'un appui cohérent en vue d'une consolidation de la paix et de l'Etat, ce n'est que de l'intérieur qu'une société peut être bâtie, qu'une nation peut être guérie.

Afin d'éviter toute rechute vers le conflit et la violence, il faut faire de la paix sociale et sociétale un bien auquel tous aspirent : le meilleur moyen de parachever un tel état de fait est de s'assurer que les efforts de consolidation de la paix soient inclusifs, tout comme les efforts de développement. Aucun segment de la société, aucun groupe ne doit se sentir exclu du processus de développement et de consolidation de l'Etat. Il n'y a pas de meilleure recette pour contrer le désenchantement et le désaffranchissement que de s'assurer que tous aient une voix autour de la table : les femmes, les jeunes – et n'oublions pas les enfants – les groupes vulnérables et marginalisés ; tous ceux qui courent le risque d'être oubliés au moment où les anciens belligérants ou opposants politiques se retrouvent pour poser les jalons d'une société plus juste et équitable.

Or, pour éviter la rechute vers le conflit et la violence, il faut aussi décourager ceux qui voudraient spolier la paix, ceux qui pensent qu'ils ont plus à gagner d'un état d'injustice, de conflit ou d'oppression. C'est pour cela que la Commission de consolidation de la paix s'occupe en priorité de la réforme du secteur de sécurité – car les gardiens de la cité peuvent facilement devenir ses agresseurs ; des réformes de l'administration et de la gestion publique des finances – car les deniers publics destinés à financer les services publics doivent être à l'abri de tout détournement et de toute malversation ; enfin, de la lutte contre des menaces comme la criminalité organisée ou le terrorisme – car là où les institutions de l'Etat sont faibles, les profiteurs ne sont jamais loin.

Madame le Premier Ministre,

Nous reconnaissons qu'une multiplicité de partenaires sont appelés à s'investir aux côtés des pays post-conflits pour la consolidation de la paix et de l'Etat, dont les acteurs du secteur privé. Sans leur sens de l'innovation, sans leur volonté de prendre des risques, il serait difficile de trouver des investissements domestiques et étrangers adéquats, que ce soit dans les industries extractives ou l'agriculture, mais surtout aussi dans les petites et moyennes entreprises, qui fournissent la majorité des emplois. Or, ces investissements sont assortis d'une responsabilité qui va au-delà de microprojets d'appui socio-économique : la responsabilité de respecter et d'appuyer les cadres légaux et fiscaux, souvent encore fragiles, des pays en question. Pour cela, le secteur privé a besoin de stabilité et de respect de l'état de droit, que la Commission de consolidation de la paix doit être prête à renforcer, en suivant les principes de l'appropriation nationale, du partenariat et de la responsabilité mutuelle. Ces principes insufflent la vie au triple rôle des Formations

spécifiques pays de la Commission de consolidation de la paix : l'accompagnement et le plaidoyer politique, l'appui à la cohérence et la coordination et la mobilisation des ressources.

Madame le Premier Ministre,

Le Luxembourg est convaincu que la principale force de la Commission de consolidation de la paix réside dans sa nature intergouvernementale et dans son potentiel de mobilisation d'acteurs nationaux, internationaux et régionaux d'importance autour d'une stratégie politique de priorités pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat, qui réponde aux priorités nationales en la matière. C'est ici qu'elle peut apporter la plus grande plus-value.

C'est dans cette optique que le Luxembourg poursuivra son appui aux travaux de la Commission de consolidation de la paix, qu'il considère comme un maillon essentiel de l'architecture de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Je vous remercie de votre attention.

Madam Prime Minister,
Excellencies,
Ladies and gentlemen,

I thank H.E. Sheikh Hasina of Bangladesh for organising this high-level event on peacebuilding. Almost seven years after the creation of the Peacebuilding Commission, it is useful to recall that peacebuilding is a long-term effort. While the international community can unite its efforts to support a country's recovery in the aftermath of a conflict, to allow it to benefit from coherent support to peacebuilding and statebuilding, it is only from the inside that a society can be built, that a nation can be healed.

In order to avoid relapse into conflict and violence, social and societal peace must become a goal to which all aspire: the best way to bring about such a state of affairs is to ensure that peacebuilding efforts, like development efforts, be all-inclusive. No segment of society, no group must feel excluded from the development and statebuilding processes. There is no better recipe to counter disenchantment and disenfranchisement than to guarantee that everyone's voice is heard at the table: women, youth – and let us not forget children – vulnerable and marginalised groups; all those who are most at risk of being left behind when former belligerents or political opponents gather to lay the groundwork for a more just and fair society.

However, to avoid relapse into conflict and violence, one must also discourage those who would spoil peace, those who believe that they stand to gain more from a state of injustice, of conflict or of oppression. It is therefore that the Peacebuilding Commission gives priority to Security Sector Reform - for the guardians of the city can easily become its aggressors; to reforms of administration and public finance management - for public money destined to finance public services needs to be shielded from misappropriation and embezzlement; finally, to the fight against threats like organised crime or terrorism - for wherever state institutions are weak, predators are never far behind.

Madam Prime Minister,

We recognise that a wide variety of partners are called to commit themselves to peacebuilding and statebuilding at the side of post-conflict countries; among them partners from the private sector. Without their spirit of innovation, without their willingness to take risks, it would be difficult to find adequate domestic and foreign investment, be it into the extractive industries or agriculture, but primarily into small and medium-sized enterprises, which provide the majority of jobs. However, these investments come with a responsibility which goes beyond socio-economic micro-projects: the responsibility to respect and strengthen the legal and fiscal frameworks, which oftentimes remain fragile, of the countries in question. In order to do this, the private sector needs stability and the rule of law, which the Peacebuilding Commission must stand ready to reinforce, by following the principles of national ownership, partnership and mutual accountability. These principles breathe life into the three-fold role of the Peacebuilding Commission's Country-specific Configurations: political accompaniment and advocacy, support

for coherence and coordination and marshalling of resources.

Madam Prime Minister,

Luxembourg is convinced that the principal strength of the Peacebuilding Commission resides in its intergovernmental nature and its mobilising potential of important national, international and regional actors, behind a political strategy of peacebuilding and statebuilding priorities, which responds to national priorities. This is where it can have the greatest added value.

It is in this perspective that Luxembourg will continue its support to the Peacebuilding Commission, which we consider to be an essential element in the architecture of maintaining international peace and security.

Thank you for your attention.